

OGM : précaution ou inaction ?

Article paru dans l'édition du 03.04.08

Préserver la santé et l'environnement ne doit pas bloquer les recherches scientifiques impartiales

Ayant eu à gérer la crise de l'ESB - plus connue sous le nom de crise de la vache folle -, j'ai de bonnes et impérieuses raisons d'attacher une importance primordiale au principe de précaution. Le risque zéro n'existe pas, mais j'estime qu'en toutes circonstances toutes les dispositions doivent être prises pour préserver la santé humaine et protéger l'environnement. Or les évolutions des sciences et technologies s'accompagnent de doutes qui suscitent dans l'opinion des réactions d'ampleur contrastée, allant de l'insouciance à la terreur, ou plutôt de l'ignorance à la surmédiation.

Je m'étonne, par exemple, que le développement des nanotechnologies - qui touchent à l'infiniment petit - ne semble guère préoccuper le grand public. Pourtant, des nanoparticules sont déjà présentes dans des centaines de produits à usage courant, y compris alimentaires, alors que des études scientifiques s'inquiètent de leur nocivité pour l'homme et de leur impact sur l'environnement.

Je me demande aussi pourquoi les « effets génotoxiques » des ondes de radiofréquence, signalés par d'autres scientifiques, ne provoquent aucun mouvement de panique. Au contraire, le marché du Wi-Fi et du téléphone mobile (qui pourrait accroître les risques de tumeurs) est particulièrement porteur. En revanche, les organismes génétiquement modifiés (OGM) concentrent tant de craintes et de passion qu'il est difficile de débattre sereinement à leur sujet. Les positions contradictoires qui s'affrontent méritent pourtant quelques réflexions.

Dans le monde, la superficie consacrée à la culture de plantes génétiquement modifiées est déjà supérieure à 100 millions d'hectares, dont 0,1 % seulement se trouve dans l'Union européenne. En s'affirmant hostile aux OGM, l'Europe a-t-elle raison contre le reste du monde ? C'est tout à fait possible. Pour en juger, quatre questions doivent être prises en considération : les OGM mettent-ils en danger la santé des personnes ? Constituent-ils une menace pour l'environnement et la biodiversité ? Peuvent-ils faire dépendre l'agriculture mondiale de quelques multinationales ? Sont-ils, au-delà d'intérêts particuliers, réellement utiles à l'espèce humaine ?

Ces questions sont évidemment cruciales. Aucun risque, bien sûr, ne doit être pris au détriment de la santé et de l'environnement. L'application élémentaire du principe de précaution s'impose donc. Mais dans un monde où les OGM continuent à proliférer (la surface qu'ils occupent pourrait doubler à l'horizon 2015), leur dangerosité ou leur innocuité ne peut être établie que par des recherches impartiales. Or, en France, le contexte général a provoqué un recul de la recherche sur les biotechnologies.

C'est contre-productif au regard des deux premières questions - sur la santé et l'environnement -, mais cela peut l'être davantage encore pour la troisième : les agriculteurs de la planète subiront-ils la loi d'une poignée de multinationales, Monsanto en tête ? En brevetant les variétés OGM, ces firmes privent les agriculteurs de la propriété de leurs semences et les contraignent à se fournir

auprès d'elles au prix fort. Faut-il leur laisser le champ libre ? Pour ne pas leur concéder un véritable « monopole du vivant », il faut desserrer l'étau et ne plus abandonner à ces multinationales l'exclusivité de pans entiers des biotechnologies.

Les efforts de recherche sont d'autant plus nécessaires que des voies nouvelles s'ouvrent pour répondre à la quatrième question : l'utilité des OGM pour toute l'humanité. Actuellement, la plupart des OGM commercialisés sont destinés à résister aux herbicides et aux insectes. Ils ne concernent donc que la production agricole. Mais les chercheurs ne cessent de montrer que, par différentes méthodes, ils peuvent créer des plantes capables de résister à la sécheresse ou à la salinité des sols, réclamant moins d'énergie et de traitements chimiques, dotées de meilleures propriétés nutritionnelles et sanitaires, ou permettant de lutter contre des maladies.

Sur un sujet aussi complexe, il est donc difficile de se contenter d'une critique globale et définitive. Dans une tribune (Le Monde du 17 janvier), Nicolas Hulot aborde le sujet avec une remarquable franchise : « Le profane que je suis n'a pas d'avis tranché sur l'avenir des OGM, et il se garde bien de fermer la porte aux biotechnologies. » Il ajoute « qu'il n'y a pas les OGM, mais des OGM, et qu'il est impératif de les étudier au cas par cas ». Je partage ce point de vue sans réserve. Il traduit la conception d'une « écologie responsable ».

Il n'est pas question de délivrer un blanc-seing aux OGM et, au contraire, certains doivent être bannis. Il y a des risques dont il faut se prémunir et des incertitudes qu'il est essentiel de lever. Mais le plus grand risque est de rester dans l'incertitude. Plutôt que l'immobilisme global, mieux vaut l'action sélective, qui peut garantir, avec prudence et transparence, le respect du principe de précaution.

Philippe Vasseur